

L'historien et l'archéologue dans la cité

Autor(en): **Cicchini, Marco**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Bulletin de la SHAG : revue annuelle de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève**

Band (Jahr): **43 (2013)**

PDF erstellt am: **21.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1002708>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'historien et l'archéologue dans la cité

Marco Cicchini

[Marco Cicchini, «L'historien et l'archéologue dans la cité», *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, 43, 2013, pp. 3-7.]

En novembre 2013, la Société d'histoire et d'archéologie de Genève organisait deux journées d'études aux Archives d'Etat de Genève sur la thématique «L'historien et l'archéologue dans la cité»¹. Avec cette thématique qui rappelle que le savoir sur le passé n'est jamais le produit d'une culture hors-sol, la Société se proposait de revenir sur son histoire de société savante, en écho à l'exposition rétrospective qu'elle présentait au même moment², tout en questionnant plus généralement les connaissances acquises récemment sur Genève et sa région. Ainsi, l'appel à communication lancé une année plus tôt invitait les historiens, les historiennes et les archéologues de diverses générations à soumettre une proposition de contribution pour penser, sous forme de bilan, d'état des lieux ou de perspective de recherche, les évolutions et les enjeux de l'histoire genevoise, de l'Antiquité à nos jours.

Créée officiellement en mars 1838, dans un contexte suisse et européen propice à l'essor d'une sociabilité du savoir qui converge avec l'affirmation de la société civile face à la sphère étatique, la SHAG est un observatoire privilégié de la relation qui se noue entre Genève (son tissu social et politique) et les sciences historiques et archéologiques³. Au-delà de son histoire propre, celle de ses membres, de son organisation, de ses activités, la SHAG se fait l'écho depuis 35 lustres de la recherche scientifique qu'elle suscite ou qui se développe en d'autres lieux et en d'autres institutions (Université, Hautes écoles, etc.). Publiant depuis 1840 certaines des plus belles pages écrites sur l'histoire et l'archéologie genevoise, elle occupe une position privilégiée pour interroger l'état des savoirs,

pour situer l'historiographie genevoise dans la production savante, pour mettre à jour ses spécificités par delà les étiquettes historiographiques à la mode du temps. Ce questionnement sur les enjeux de l'histoire locale ou régionale – voire «nationale» selon la terminologie autrefois en vogue – est peut-être d'autant plus nécessaire à l'heure où le vaste monde de la recherche plébiscite les études dites globales ou transnationales. Aussi la thématique de «L'historien et l'archéologue dans la cité» s'est-elle imposée comme une évidence, autant pour penser la place de la SHAG dans la cité que pour questionner l'évolution des recherches en cours sur le passé de la ville et de sa région.

Un bilan provisoire, dans le prolongement d'une tradition jubilaire

Une Société qui affiche un âge aussi honorable a des traditions dont il est difficile de s'émanciper. Comme le montre Sarah Scholl dans l'article qu'elle propose dans ce volume, lors de ses jubilés, la SHAG a pour

- 1 Le colloque, qui s'est tenu les 15 et 16 novembre 2013, a été organisé conjointement par la SHAG et les Archives d'Etat de Genève (AEG), par Sarah Scholl, Pierre Flückiger et Marco Cicchini.
- 2 Matthieu DE LA CORBIÈRE, Françoise DUBOSSON, avec la collaboration de Marc-André HALDIMANN, *Histoire des savoirs. 175 ans d'histoire et d'archéologie à Genève, Catalogue de l'exposition présentée aux Archives d'Etat de Genève du 31 mai au 20 décembre 2013*, Genève, SHAG, 2013. Le site des Archives d'Etat de Genève propose une version virtuelle abrégée de l'exposition : http://etat.geneve.ch/dt/archives/histoire_savoirs-66-5879-14051.html.
- 3 Hans Ulrich JOST (entretien), «Les sociétés d'histoire : expression de sociabilité et miroir de la vie politique et intellectuelle de la Suisse romande contemporaine (XIXe-XXe siècles)», dans *Suisse romande : l'histoire en sociétés*. *Equinoxe*, no 10, 1993, pp. 9-20.

habitude de dresser des bilans historiographiques qu'elle fait connaître par des séances publiques – organisées parfois en grande pompe – et par des publications de circonstance. Inventoriant et matérialisant le travail accompli par la Société durant les décennies précédentes, un *Mémorial* est ainsi publié en 1889, 1917, 1939, 1965 et 1998. A la liste complète des communications présentées à la Société et à celle de ses publications – avec la liste des membres – les mémoriaux ajoutent les exposés de quelques sociétaires qui, avec le recul nécessaire, évoquent l'avancée des connaissances. Qui fait quoi et comment dans le domaine de l'histoire et de l'archéologie de Genève? Bien que ces *Mémoriaux* soient précieux pour la « mémoire » de la SHAG et pour ses historiens, en ce qui concerne les années 1989-2013, le comité de la Société a – provisoirement? – renoncé à une telle publication, mais sans toutefois entièrement déroger à la tradition jubilaire. Plutôt qu'un bilan qui propose le seul point de vue de la SHAG sur les recherches récentes, une rencontre qui accueille des chercheurs d'horizons divers a paru profitable dans la mesure où elle permet d'élargir le panorama général des travaux achevés ou en cours. Gageons toutefois qu'un état des lieux, même sommaire, de la production historiographique de la SHAG durant ces 25 dernières années permet de poser quelques jalons introductifs aux textes qui vont suivre.

En 1988, lorsque la Société d'histoire et d'archéologie célèbre ses 150 ans d'existence et d'activité, les progrès de l'historiographie genevoise et le dynamisme de la recherche suscitent l'enthousiasme. C'est notamment ce qui ressort des trois « Rapports sur l'activité scientifique », en particulier de celui qu'Anne-Marie Piuz consacre à « L'apport des historiens économistes à la connaissance du passé de Genève »⁴. Par contraste, au même moment en France, le monde des historiens vit certes de son succès médiatique grandissant, mais semble subir le contrecoup de son audience et sombre paradoxalement dans un temps de « crise » et d'« incertitudes ». En 1987, paraît l'essai de François Dosse – pamphlet dirons certains – qui pose le diagnostic d'une histoire en miette⁵. Constatant la fin de l'histoire totale, autrefois prônée par les pères fondateurs des *Annales*, il remarque que le champ historique est

désormais éclaté, atomisé en une multitude d'objets et de démarches, sans paradigmes dominants ni directions de recherche. Une telle impression de crise est peut-être un effet de position subi par des chercheurs confrontés au lourd héritage historiographique des générations précédentes⁶. Pour autant, au tournant des années 1980, le sentiment que la discipline historique est en proie à l'introspection, qu'est venu le moment de « rebattre les cartes », est bien attesté. Il suffit pour s'en convaincre de relire le célèbre éditorial de la livraison de mars-avril 1988 de la revue des *Annales* et les articles programmatiques qui en ont découlé dans les mois et années suivantes⁷. Dans le monde de la recherche française frappée du doute scientifique instillé avant tout par la crise des idéologies, les mots d'ordre qui résonnent alors sont pluralité des approches, retour sur l'individu, diversification des niveaux d'analyse et ouverture vers les sciences sociales.

Depuis la fin des années 1980, comment la production historiographique genevoise a-t-elle traversé ces turbulences, réelles ou supposées? Quelles sont les questions, les objets, les méthodes qui ont été privilégiées? Comment le champ de recherche genevois réfracte-t-il les grandes questions historiographiques, non seulement des collègues français, mais aussi européens, américains et d'autres continents? Ces questions mériteraient une étude en soi qui nécessiterait plus d'espace qu'il n'est possible de déployer ici. En guise de première ébauche de réflexion, un coup d'œil sur les travaux publiés par la Société d'histoire et d'archéologie depuis 25 ans peut fournir quelques

4 *Mémorial des années 1964 à 1988 de la société d'histoire et d'archéologie de Genève*, Genève, SHAG, 1998, pp. 78-90. Les deux autres rapports sont de Jean-Daniel Candaux et de Charles Bonnet.

5 François DOSSE, *L'histoire en miette. Des Annales à la « nouvelle histoire »*, Paris, La découverte, 1987. Ce texte reprend et amplifie un article paru plus tôt avec pour titre « L'histoire en miette: des Annales militantes aux Annales triomphantes », dans *Espace-temps*, 29, 1985, pp. 47-60.

6 Gérard NOIRIEL, *Sur la « crise » de l'histoire*, Paris, Belin, 1996.

7 « Histoire et sciences sociales. Un tournant critique? », dans *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, 2/43, 1988, pp. 291-293; « Tentons l'expérience », dans *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, 6/44, 1989, pp. 1317-1323, ainsi que l'ensemble des articles qui constituent ce numéro de la revue.

points de repère. Les activités scientifiques dont se fait l'écho la SHAG ne représentent qu'une partie limitée de la production historiographique genevoise : on a là un échantillon réduit, mais significatif, à partir duquel il est possible de poser quelques jalons, d'abord sous forme de chiffres.

Depuis 1988 et jusqu'à la fin de l'année 2013, la Société a publié 29 livres, principalement dans la collection des *Mémoires et documents* (quatorze volumes, dont treize dans la série in-8° et un dans la série in-4°)⁸. En 1993 a été créée la collection des *Cahiers* (dix volumes parus), destinée aux jeunes chercheurs dont les travaux universitaires (licences, master) ont été reconnus pour leur qualité et leur adéquation avec les objectifs de la Société. Ce tableau est complété par cinq livres publiés en dehors des séries courantes. Par ailleurs, 15 volumes du *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève* sont parus, cumulant un total de 55 articles scientifiques, dont seize dans la nouvelle formule éditoriale adoptée en 2012. Durant ces 25 dernières années, ce sont en tout près de 130 auteurs différents qui ont gratifié l'histoire genevoise de leurs compétences. C'est un chiffre qui mérite plus que tout autre d'être relevé, car il témoigne, sans doute moins d'un « éclatement » des sciences historiques, que d'une diversité des auteurs publiés par la SHAG, comme un effet, peut-être, aussi bien de l'intérêt pour l'histoire locale que de la démocratisation des études universitaires depuis le dernier tiers du XXe siècle. En tous les cas, le temps est révolu où le passé de Genève n'intéressait que quelques illustres membres de l'élite locale.

Sans entrer dans le contenu de ces nombreuses publications, quelques chiffres supplémentaires peuvent être proposés. Si l'on s'intéresse aux périodes recouvertes par les livres et articles publiés, tout en restant conscient de l'arbitraire du découpage chronologique⁹, il apparaît clairement que toutes les époques ne suscitent pas le même intérêt : l'antiquité, via l'archéologie et la numismatique, représente seulement 3% des textes publiés. Viennent ensuite le Moyen Âge, 8%, l'histoire contemporaine, 33%, et l'époque moderne, plébiscitée avec 48% de textes publiés. Le solde, environ 8%, correspond à des recherches qui débordent largement les périodes his-

toriques courantes. La couverture chronologique des publications peut être encore affinée en focalisant le regard sur ces périodes d'études tout aussi arbitraires, mais indicatives, que sont les siècles. Si le XVIIIe siècle a la faveur des auteurs, juste avant le XIXe siècle, le XXe siècle, encore quasi absent des publications de la Société jusque dans les années 1980, est désormais mieux représenté que le XVIe siècle¹⁰.

On peut tenter d'aller plus loin en distinguant, dans la grande famille des sciences historiques, certaines de ses plus importantes ramifications. L'exercice de catégorisation est toujours partiel et partial, mais peut-être permet-t-il d'y voir, malgré tout, un peu plus clair dans la production historiographique. Entre livres, articles et contributions aux ouvrages collectifs (actes de colloque et mélanges), il apparaît que l'histoire politique représente 30% des textes publiés. Mis ensemble, l'histoire économique et la démographie historique comptent pour 15% du corpus, soit juste un peu moins que les 16% de l'histoire religieuse, essentiellement consacrée au protestantisme. Derrière ces trois grandes tranches du gâteau historiographique, on trouve en plus petites parts, entre 5% et 7% chacune, l'histoire du droit et de la justice, l'histoire du livre, l'histoire urbaine, l'histoire diplomatique. Avec moins de 3% de la production, d'autres spécialités se partagent les restes, les « miettes » du gâteau, telles que l'histoire de l'éducation, l'histoire de l'art et de l'architecture, l'histoire militaire et l'histoire de la médecine.

Ces chiffres sont à considérer comme des ordres de grandeurs et non dans l'absolu. Chaque publication, quel que soit son statut, est traitée à l'égale des autres, sans la pondération nécessaire que ces données méritent : tel ouvrage qui se présente comme une somme de connaissances solidement acquises sur un sujet après de longues années d'enquête, à l'exemple

8 Le catalogue complet des publications de la SHAG est disponible en ligne sur son site : <http://www.shag-geneve.ch>.

9 Jacques LE GOFF, *Faut-il vraiment découper l'histoire en tranches?*, Paris, 2013.

10 Dans son allocution prononcée lors du 150e anniversaire de la Société, Marc Neuenschwander, alors président, regrettait précisément que les travaux sur le XXe siècle soient considérés avec méfiance par la SHAG : *Mémorial des années 1964 à 1988*, op. cit., 1998, pp. 75-76.

des deux volumes de Charles Bonnet sur les fouilles archéologiques de Saint-Pierre, ne doit-il pas bénéficier d'une plus grande importance que tel article, bien plus modeste dans ses ambitions et dans sa portée? Malgré tout, le sentiment dominant, à la lecture de ces chiffres et des titres des publications de la SHAG, est bien celui d'un pluralisme historiographique qui consacre la diversité des objets, des approches et des méthodes dans l'étude du passé genevois.

Le rôle social de l'historien et de l'archéologue

Depuis sa fondation dans la première moitié du XIXe siècle, la SHAG réactualise continuellement sa mission inaugurale consistant à susciter, fédérer et divulguer les connaissances sur le passé de la ville et de son territoire environnant. A sa création, les membres fondateurs se promettaient de «recueillir, conserver et faire connaître tous les monuments historiques» qui pourraient être découverts dans la ville et ses environs, afin d'en assurer la sauvegarde. Comme le montre Françoise Dubosson dans ce volume, avec un article inédit sur les premières années de la SHAG, travailler à la conservation des vestiges du passé et à la protection du patrimoine était un des mobiles rassembleurs de la Société. Cette mission «patrimoniale» de la connaissance devait cimenter l'identité genevoise autour de son passé. Si la médiatisation des connaissances sur le passé local ou régional est toujours au cœur de l'activité de la SHAG, les enjeux et les formes de l'intervention dans le débat public ne sont plus les mêmes qu'au XIXe siècle. D'une part, parce que la Société n'a plus le caractère d'une élite relativement homogène susceptible de se reconnaître dans un «air de famille». D'autre part, le nombre de ceux qui étudient, professent, transmettent ou expertisent le passé sous toutes ses formes s'est considérablement accru depuis lors, relativisant ainsi le poids des sociétés savantes dans les affaires de la cité. Dans l'article qu'il propose sur l'historiographie de la Réforme, Bernard Lescaze montre que, sur un sujet aussi fondamental de l'histoire genevoise, la pluralité des points de vue et des manières de faire est déjà à l'œuvre au XIXe siècle. Mais

le mouvement s'est indéniablement accéléré et généralisé. Alors qu'ils ont accédé à la pleine autonomie professionnelle dès la seconde moitié du XIXe siècle, historiens et archéologues ont endossé des fonctions multiples, jouant tour à tour (ou parfois en même temps), le rôle de savants, de professeurs, de passeurs de mémoire, de chantres de la cause nationale, d'experts du patrimoine ou d'experts judiciaires¹¹.

Face à la prolifération des spécialistes de l'étude du passé et à l'étendue de leurs compétences, un moment de réflexion collective s'est imposé pour questionner les liens entre savoirs sur le passé et cité. A l'heure où les études dites globales ou connectées sont plébiscitées, notamment par les institutions de financement de la recherche, et dans une époque où dominent les phénomènes de mondialisation dont tout un chacun fait quotidiennement l'expérience (et non pas seulement quelques individus privilégiés), l'histoire locale a-t-elle encore sa place? Quel regard porter sur l'histoire de Genève et de sa région au sein d'une production scientifique qui privilégie des échelles d'analyse plus large, ouvertes sur le monde? Simples en apparence, ces questions soulèvent en réalité des problèmes variés et complexes non seulement sur la définition des objets d'étude, mais aussi quant aux méthodes et aux outils de la recherche.

Parce que le monde est global, l'étude du passé devrait-elle être globale? L'injonction à l'ouverture des horizons de recherche pour s'affranchir des frontières locales et nationales est légitime en soi. Toutefois, comme cela a été relevé, pour les médiévistes ou modernistes, moins dépendants de la dimension «nationale» de leur objet, et qui ont développé depuis longtemps des approches élargies à propos de l'histoire du commerce, des pratiques religieuses ou culturelles par exemple, une telle ambition ressemble «à l'invention de l'eau tiède»¹². Et que dire des études archéologiques? Comme le montre l'article à quatre mains de Marc-André Haldimann et Jean Terrier, penser

11 Olivier DUMOULIN, *Le rôle social de l'historien*, Paris, 2003. Pour une réflexion sur les relations entre historien et espace public en Suisse, voir Franciska METZGER, François VALLOTTON (dir.), *L'historien, l'historienne dans la cité*, Lausanne, 2009.

12 Pierre-Yves SAUNIER, «Circulations, connexions et espaces transnationaux», dans *Genèses*, 4/57, 2004, p. 112.

l'essor d'un quartier comme celui des Tranchées à Genève nécessite une contextualisation qui dépasse largement les limites d'un site isolé. La remarque est d'autant plus valable pour l'archéologie préhistorique, bien que, comme l'évoque au passage Pierre Corboud dans l'article que nous publions ici, la tentation au XIXe siècle de conférer un caractère « national » aux découvertes des stations lacustres était très forte. Cela étant, bien des travaux actuels réalisés en Europe et en Amérique, qui portent sur les circulations, les échanges et les intermédiaires culturels, retiennent l'attention et peuvent inspirer la recherche genevoise. Joseph Bénétruy, en 1962 déjà, en donnait un aperçu convaincant avec son *Atelier de Mirabeau : quatre proscrits genevois dans la tourmente révolutionnaire*¹³. A sa façon, le peintre genevois Jean-Pierre Saint-Ours, qu'évoque dans ce volume Anne de Herdt, incarne bien l'idée d'une personnalité locale qui, pour être pleinement appréhendée, doit être saisie dans son environnement européen.

De telles études qui privilégient le flux des personnes, des idées, des objets ou des pratiques, si elles ne sont pas entièrement innovantes, bénéficient aujourd'hui d'un contexte de réception particulièrement sensible aux phénomènes de globalisation. En élargissant la focale de la recherche, ces travaux permettent aussi de dépasser les apories du localisme, cette propension à ne considérer un phénomène que dans son contexte local et arbitrairement circonscrit, ce qui conduit fatalement à décréter le caractère exceptionnel de la situation étudiée. Faut-il pour autant sacrifier les études ciblées, voire les études de cas ou la micro-histoire, sur l'autel de la globalisation ? La mise en garde vient de Sanjay Subrahmanyam, spécialiste de l'histoire coloniale portugaise et souvent considéré comme le chef de file d'une histoire à l'échelle mondiale, lorsqu'il rappelle que « les généralisations sont trop importantes pour être laissées aux généralistes »¹⁴. Ainsi, comme le montre notamment Gregory Meyer dans son article sur la « Genève internationale », il est possible, et même souhaitable, de jouer sur les échelles d'analyse, en faisant varier les niveaux de l'enquête entre le local et le global, pour une meilleure compréhension des phénomènes étudiés.

Inscrire l'histoire et l'archéologie au cœur de la cité ne se réduit pas à transmettre des connaissances universelles sur le passé, ni à exalter l'exception locale contre le cours du monde. Entre deux tendances excessives, mais dans lesquelles certaines productions historiographiques se sont parfois engouffrées, il y a une ligne de crête que les chercheurs s'évertuent à emprunter avec modestie. D'autres pistes de réflexion pourraient être ouvertes, notamment sur le rapport aux sources qui se modifie sans aucun doute à l'heure où les dépôts d'archives numérisent leurs fonds pour les rendre plus facilement accessibles, d'un bout à l'autre du globe. La possibilité de travailler à distance devient une réalité qui offre, potentiellement, de consulter plus aisément et plus rapidement des documents en provenance de régions éloignées. Sans doute que la connaissance intime des fonds d'archive, voire des subtilités de classement, n'est dans certains cas plus nécessaires. Mais du coup, c'est aussi la proximité avec l'archive et le rapport à sa matérialité qui se doit d'être réévaluée. Comme le montrent ici l'article de Nathalie Szczech sur *l'Instruction et confession de foy (1537)* de Calvin et celui de Catherine Santschi sur l'édition de texte à Genève, le travail de l'historien repose encore et toujours sur une contextualisation fine, fruit d'un patient travail de dépouillement d'archives et de croisement d'informations qui se collectent autrement qu'au hasard des occurrences proposées par un moteur de recherche sur internet.

Ces quelques réflexions liminaires, inspirées par les travaux qui vont suivre, n'épuisent de loin pas toutes les questions que la thématique de ce dossier promet. Elles voudraient au contraire souligner qu'un chantier est ouvert¹⁵.

13 Joseph BÉNÉTRUY, *L'atelier de Mirabeau : quatre proscrits genevois dans la tourmente révolutionnaire*, Mémoires et documents de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, t. XLI, Genève, 1962.

14 Sanjay SUBRAHMANYAM, « Du Tage au Gange au XVIe siècle : une conjoncture millénariste à l'échelle eurasiatique », dans *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 1/56, 2001, p. 83.

15 Plusieurs des communications présentées au colloque n'ont pas trouvé de forme écrite et resteront dans le souvenir de l'assistance. Il s'agit des contributions de Jacques Droin, de Sébastien Farré et Pierre Flückiger, d'Irène Herrmann, d'Alain Marti, de Michel Porret et de Philip Rieder.